

QUELLE(S) GARANTIE(S) POUR L'AVENIR ?

Le secteur de la bijouterie est en constante augmentation depuis ces dernières années, la majorité des grands groupes de luxe ont développé des gammes en bijouterie, le secteur des ventes aux enchères s'est très fortement développé depuis le Covid. Le cours de l'or s'élève à près de 83 000 euros le kilo en novembre 2024 et les officines d'achat d'or s'implantent sur tout le territoire. Le marché de la bijouterie d'occasion explose également, les métaux précieux étant des matières recyclables indéfiniment...

En 2022, le chiffre d'affaires total de la production de bijoux en France a atteint plus de 4,6 milliards d'euros. Les fraudes dans ce secteur progressent aussi de manière galopante.

Est-ce à dire que la douane ait pris en compte le développement de ce secteur économique, et donné les moyens aux services d'une véritable LCF dans ce domaine ?

Depuis la visite du bureau de la garantie de Paris par Madame Braun Lemaire, que s'est-il passé ?

Rien ou si peu.

Une vague approche des fondamentaux de la garantie à La Rochelle et la mise en place de réunions préparatoires à la modernisation du logiciel totalement dépassé, GAP.

La visite de la garantie d'État ne saurait être cantonnée à fournir un joli photoreportage et à agrémenter le profil LinkedIn de nos directeurs.

Il y a urgence dans la demeure.

Nombre des sachants vont bientôt partir à la retraite, aucune formation sérieuse n'a été mise en place dans les écoles depuis plus de vingt ans.

Le Snad CGT a pourtant, à plusieurs reprises, attiré l'attention des différents directeurs sur le besoin urgent de formation et de personnel.

Depuis la gratuité de l'apposition du poinçon d'État, les emplois implantés n'ont pas été revus à la hausse alors que le nombre d'ouvrages a augmenté de manière exponentielle et que la très grande majorité des commissaires priseurs se sont empressés de bénéficier de ce service gratuit offert par L'État.

Faute de formation des agents, des pans entiers du territoire ne sont plus contrôlés depuis plus de vingt ans.

Il est malgré tout encore temps de réagir !

Le Snad CGT exige la mise en place rapide de formations pérennes en matière de garantie et l'implantation d'au moins un bureau de garantie par DI.

Le Snad CGT ne saurait accepter qu'une autre mission douanière soit encore abandonnée faute de courage et d'ambition.